

La face cachée
des mondiaux de cyclisme
au Rwanda

Kigali Calling



En septembre dernier, l'Afrique accueillait pour la première fois les championnats du monde de cyclisme. Pendant une semaine, les caméras du monde entier ont célébré les routes impeccables de Kigali et la renaissance d'un pays sorti de l'horreur du génocide contre les Tutsis. « La Brabançonne » a même résonné au cœur de la capitale rwandaise, portée par le sacre de Remco Evenepoel sur la course contre la montre. Dans un contexte de tensions diplomatiques ravivées entre le Rwanda et la Belgique, les drapeaux belges et flamands qui flottaient durant la compétition revêtaient un caractère symbolique. Mais derrière la vitrine étincelante se dessine une autre réalité : celle d'un régime qui ne tolère aucune critique. Entre liesse populaire et contrôle total, plongée dans un Rwanda à deux visages.

Kigali, dimanche 28 septembre 2025. C'est le dernier jour des championnats du monde de cyclisme, le *climax* d'un événement maintes fois décrit comme historique. C'est le moment de la cérémonie protocolaire, la remise des prix, celle où Tadej Pogačar, le meilleur coureur du monde, revêt le maillot arc-en-ciel. Ce jour-là, il fallait le voir pour comprendre, mais surtout pour ressentir, ressentir la puissance d'un seul homme. Lorsque le président de la République apparaît, la périphrase *l'homme fort du Rwanda* prend tout son sens. Paul Kagame arrive sur scène en costard. Il porte, comme à son habitude, des lunettes de soleil qui lui donnent l'air d'un rockeur. À peine sa silhouette apparaît-elle que le public vibre à l'unisson et l'acclame avec une ferveur électrique. Des portraits à son effigie sont brandis dans la foule qu'il salue sobrement. Il n'a pas besoin d'en faire trop, sa présence se suffit à elle-même, il se sait adulé. Le héros, c'est lui, pas Pogačar. Lorsqu'il quitte le podium, il salue à nouveau, presque timidement. Comme si tout cela n'était pas parfaitement maîtrisé. La marée humaine est conquise, la fête peut commencer.

Avant la fête, il a d'abord fallu entrer dans le pays. Une semaine plus tôt, le 21 septembre 2025, à peine sortie de l'avion, encore sur les escaliers mobiles, les premiers contrôles commencent avant même de fouler le tarmac. Des stewards et hôtesses de l'air demandent de fournir passeport et carte d'embarquement.

Dans le terminal des arrivées, une grande banderole indique : *Priority lane for UCI guests, officials and national federation*. L'accréditation UCI et le passeport français ne suffisent pourtant pas à convaincre. Dès que les mots *journalist* et *from Belgium* sont prononcés dans la même phrase, le douanier remballa sa fausse hospitalité à l'américaine. Il n'y a plus de *how are you* qui tient. L'homme fronce les sourcils, appelle trois personnes et transmet des informations : un nom, une adresse de résidence. Un rappel qui montre que les rapports entre le Rwanda et la Belgique restent sous tension.

Le 17 mars 2025, Kigali a brusquement rompu ses relations diplomatiques avec Bruxelles. Une réaction directe aux votes, au parlement européen, de plusieurs résolutions dénonçant l'implication du Rwanda dans le conflit qui ravage l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ainsi que le soutien allégué de la Belgique au gouvernement de Kinshasa.

C'est qu'à moins de deux cents kilomètres de Kigali, dans la région du Kivu, une guerre fait rage depuis plus de trente ans. Le lac Kivu trace la frontière entre les deux pays : d'un côté Goma et Bukavu en RDC, de l'autre Gisenyi au Rwanda. Goma et Bukavu, les deux principales villes de la région, sont désormais contrôlées par des groupes armés — l'Alliance Fleuve Congo (AFC) et le Mouvement du 23 mars (M23) — dont les liens avec Kigali sont largement documentés par l'ONU et les organisations de défense des droits humains. Le Rwanda a d'ailleurs bien conclu un accord de paix en août 2025 avec les États-Unis comme



médiateur, mais n'a jamais publiquement admis être partie prenante du conflit.

Dans un communiqué, le ministère rwandais des Affaires étrangères indique que «cette décision a été prise après une décision approfondie de plusieurs facteurs, tous liés aux tentatives pitoyables de la Belgique de maintenir ses illusions néocoloniales». Le Rwanda est d'ailleurs fréquemment accusé de profiter de l'instabilité de la région (voire de l'entretenir) pour accaparer les terres rares de la RDC et les exporter en son nom.



Retour sur le tarmac où les avions de la compagnie Rwandair sont nombreux. *Fly the dream of Africa*, peut-on lire sur les Airbus et Boeing. Un slogan qui colle avec les ambitions du pays: le Rwanda veut se positionner comme le hub du continent africain. C'est la raison pour laquelle d'ici 2027, l'aéroport de Bugesera remplacera celui de Kigali. Ce dernier est financé à hauteur de 60 % par Qatar Airways, et prévoit une capacité de transit de 14 millions de passagers par an, soit sept fois plus qu'aujourd'hui.

Une fois passés les contrôles, Kigali dévoile son autre visage: celui d'une capitale moderne, rassurante, qui se développe sur le modèle de Singapour. C'est-à-dire une ville où les nouvelles entreprises de la tech s'installent, où les immenses immeubles se construisent à une vitesse effrénée. Dans cette effervescence, le capitalisme règne en maître, imprimant son rythme et façonnant la capitale dans son ascension.

Dans le récit médiatique, on pourrait faire un bingo de tous les éléments de langage répétés à l'envi pour qualifier ces championnats du monde. Les routes en *numero uno* des choses les plus mentionnées dans la presse, mais aussi chez les officiels de l'Union cycliste internationale (UCI), son président David Lappartient en tête. Durant les conférences de presse, ce dernier tournait en boucle avec le même laïus: le sourire des habitants du pays hôte, l'état des routes, l'organisation impeccable et la propreté du Rwanda.

D'ailleurs, tout était attendu. Avant même que les championnats du monde ne commencent, le Rwanda savait qu'il serait scruté sur certains points. Notamment la sécurité et l'organisation. Tout le périmètre au départ et à l'arrivée des courses avait l'air de dire: vous vouliez de la sécurité, en voici. Un nombre hallucinant de policiers, militaires et autres agents de sécurité étaient postés tous les cinquante mètres du parcours.

Depuis, chacun est rentré chez soi avec la confirmation que le Rwanda est un pays où l'on se sent en sécurité, que c'est propre, que c'est bien organisé et que rien ne déborde. Une image savamment entretenue depuis vingt-cinq ans par Paul Kagame, qui a bien compris que les Occidentaux étaient particulièrement sensibles à la propreté, aux potentielles maladies et au désordre.

Les journalistes avaient pour certains l'air surpris que de telles infrastructures existent. La presse sportive belge francophone a d'ailleurs joué à son jeu préféré: comparer l'état des routes avec celles de la Wallonie. Dans *La DH*, on pouvait



ainsi lire ceci : « Il y a moins de trous ici qu'en Wallonie, c'est dépayasant. » À rebours de la tonalité dominante, Gérard Bulens, consultant pour la RTBF, a pour sa part eu le courage d'émettre un avis dissident. « *Les championnats du monde n'auraient pas dû se dérouler à Kigali* », a-t-il soutenu dans le podcast *On connaît nos classiques*. Néanmoins, parmi les envoyés spéciaux de la chaîne publique, les propriétés de l'asphalte rwandais

À travers Visit Rwanda, l'étendard marketing du pays sur la scène internationale, le tourisme qui se développe cible une clientèle aisée. Pour aller voir les gorilles, l'une des attractions touristiques les plus mises en avant dans les guides touristiques, dans le parc national des volcans, comptez 1 500 dollars par personne.

Visit Rwanda sponsorise certaines des plus grandes équipes de football d'Europe comme Arsenal (le contrat avec l'équipe prendra fin en juin 2026 et ne sera pas renouvelé), le Paris Saint-Germain, l'Atlético Madrid et le Bayern de Munich. Les contrats brassent des sommes colossales : en moyenne dix millions d'euros dépensés par an par Kigali. C'est un *sportwashing* qui ne se cache même pas, au risque de s'attirer des critiques. En août 2025, le Bayern de Munich, club entraîné par Vincent Kompany, a revu les termes du contrat qui prévoyait un affichage publicitaire de la marque Visit Rwanda dans son *Schlauchboot*. Face à la pression des supporters, qui ne souhaitent plus être associés aux violations des droits humains commises en RDC, le club bavarois a abandonné la promotion touristique du Rwanda pour se concentrer uniquement sur la formation de jeunes footballeurs africains. Mais des mouvements de ce type sont rares, et l'exemple bavarois reste relativement isolé.

À Kigali, la fan zone des championnats du monde incarne la mise en scène de ce *soft power*. Pour la rejoindre, il faut passer des contrôles de sécurité, les mêmes que dans les aéroports. Contrôles symboliques, là avant tout pour attester

Tout le périmètre au départ et à l'arrivée des courses avait l'air de dire : vous vouliez de la sécurité, en voici.

restaient un sujet d'attention central : « *Les routes empruntées par le parcours sont impeccables. Elles sont meilleures qu'en Belgique.* » Sur la colline pavée de Kimihurura, là où Remco Evenepoel a dépassé Tadej Pogačar dans un numéro sportif hallucinant, on trouve des cafés de spécialité où l'on sert des *avocado toasts* et des smoothies à six euros. Il y a aussi le BK Arena, immense salle polyvalente modulable, et le Convention Center. Ces lieux ultramodernes construits il y a moins de dix ans accueillent régulièrement des événements internationaux comme le sommet du Commonwealth en 2022 ou encore la coupe d'Afrique de basket. C'est que le Rwanda a bien compris que pour plaire en 2025, il faut travailler son image, devenir une marque. Le pays est donc logiquement très doué en marketing, et est devenu au fil du temps instagrammable à souhait.



de la présence des autorités. Les sacs sont malgré tout scrutés aux rayons X, les bouteilles d'eau interdites, les casquettes doivent être retirées et les corps sont palpés par les membres d'une entreprise de sécurité entre deux scrolls sur TikTok. On longe ensuite un grand axe routier fermé pour l'occasion autour duquel sont disposés les stands des partenaires de l'événement.

Au milieu de la fan zone, Iraa et Brian se partagent la scène, accompagnés d'une mascotte gorille qui se dandine. Le tube *Thank You Kagame* de Kitoko revient chaque soir et sans surprise, tout le monde connaît les paroles. Iraa, une des deux DJ de l'événement, est une habituée des événements présidentiels. Son compte Instagram en témoigne, quelques jours avant les championnats du monde, elle mixait par exemple pour Kwita Izina, la cérémonie annuelle du baptême des bébés gorilles.

Cette fête orchestrée contraste avec le quotidien imposé aux habitants de la capitale. Pendant les championnats du monde, la ville de Kigali vit au ralenti, confinée. Le terme post-pandémie

subsiste, mais c'est un confinement qui ne dit pas vraiment son nom. Surtout, il n'est pas présenté comme tel par les autorités, ce sont des conseils donnés aux habitants.

En amont de l'événement, le gouvernement rwandais a annoncé des mesures spéciales. Notamment la fermeture temporaire de certaines routes, la suspension des cours dans les écoles de Kigali et le recours au télétravail pour les agents de la fonction publique.

Logiquement, certains habitants craignaient de revivre une expérience semblable à celle du covid. « Voyons-nous après le couvre-feu », écrit d'ailleurs William² quand on lui propose de se retrouver pour qu'il nous raconte l'événement de l'intérieur. Il arrive en retard, s'excuse et peste contre la fermeture des routes qui l'oblige à faire un immense détour. William ne souhaite pas que son identité soit dévoilée pour des raisons de sécurité. L'homme, âgé de 42 ans, vit et travaille à Kigali. Les championnats du monde ne l'intéressent pas, il est plutôt lassé de ces événements qui paralysent la ville. Nous buvons un verre à quelques mètres de la fan zone, il lance d'un ton interrogateur : « Vous croyez vraiment que les gens s'amusent ici ? »

Lorsqu'à la fin de la journée les routes rouvrent, la tension est palpable, surtout parmi les conducteurs de moto-taxi. « Ils vivent au jour le jour. Les routes fermées pendant les championnats du monde, c'est une catastrophe sociale pour eux. Ils perdent énormément d'argent », indique William.

Aux croisements et points de passage les plus fréquentés, ils se tiennent là, serrés les uns contre les autres, gilet bleu et jaune distinctif, chacun avançant son casque brillant dans l'espoir d'être choisi.



Au Rwanda, le vélo est d'abord un outil de travail, pas un objet de loisir. Les travailleurs l'utilisent pour transporter des récoltes, des sacs de charbon, des bidons de lait et des objets du quotidien. Certains sont équipés d'une large selle arrière, souvent colorée, qui permet de transporter des passagers. Mais vu l'état des vélos — les cadres sont lourds, les pignons fixes ne permettent pas de changer de vitesse — la tâche est éreintante. Les chauffeurs de vélo-taxi, n'ayant pas les moyens de s'acheter un autre véhicule, sont d'ailleurs des travailleurs encore plus précaires que ceux

1 Prénom d'emprunt

des motos-taxis. On imagine le supplice au pied des côtes. Le pays des mille collines n'est pas une image : ça monte et ça descend en permanence. Il est fréquent de voir les conducteurs pousser leur vélo chargé. Et quel danger de dévaler les pentes avec des vélos pas toujours équipés de freins.

Divine est une femme de ménage d'une septantaine d'années, elle parle très bien le français, raison pour laquelle elle travaille principalement chez des familles belges installées à Kigali. Pour elle, comme pour beaucoup de Kigalois, les championnats du monde étaient avant tout un spectacle étrange et bien éloigné du quotidien. Le jour de la course élites, elle se rendait à la messe lorsque le peloton a défilé sous ses yeux. *« Dimanche j'allais prier et puis tout à coup j'ai vu passer des vélos, ils allaient très, très vite. »* Divine expose la scène en mimant la vitesse des coureurs et en ponctuant sa description d'onomatopées impressionnées.

**« Vous croyez vraiment que les gens s'amusez ici ?
Les conducteurs de motos-taxis vivent au jour le jour.
Les routes fermées pendant les championnats du monde, c'est une catastrophe sociale pour eux »**

Ce décalage entre le spectacle mondial et la réalité locale, Biniam Girmay l'avait lui-même pointé. Le coureur érythréen, qui évolue depuis plusieurs années au sein de l'équipe belge Intermarché-Wanty, est devenu l'icône du cyclisme africain. Il était le seul coureur noir au départ du dernier Tour de France. Quelques jours avant le mondial de Kigali, il a évoqué sa frustration concernant les 5 128 m de dénivelé positif au menu de la course élites hommes. *« Le parcours ne convient pas aux coureurs africains, c'est évident. Même pour des athlètes au sommet de leur forme, il est très difficile. Honnêtement, c'est décevant : pour les premiers championnats du monde organisés en Afrique, on aurait pu s'attendre à un tracé permettant aux coureurs africains de briller. Il suffit de voir les résultats chez les juniors : on ne fait rien. »* Au Rwanda, il y a un investissement massif dans le sport, dans l'image positive qu'il peut renvoyer, mais finalement très peu dans les sportifs eux-mêmes.

Pendant une conférence de presse donnée le lendemain de sa réélection à la présidence de l'UCI, des journalistes allemands interrogent David Lappartient sur la sécurité des courses. Ils font référence aux militants qui se sont mobilisés contre la présence de l'équipe Israël Premier Tech sur plusieurs étapes du tour d'Espagne, quelques semaines auparavant. Personne pourtant, ne se risque à poser des questions sur la guerre qui se déroule à moins de quatre heures de route de la capitale rwandaise. Pour la majorité des journalistes sportifs présents, la ligne est claire : « le sport n'est pas politique » et donc « on n'est pas là pour parler de ça ». Pourtant, « ça » n'est pas rien. Paul Kagame n'est pas qu'un président qui accueille des championnats du monde. Il règne sur le pays depuis la fin du génocide en 1994, au cours duquel près d'un million de Tutsis ont été assassinés. En 2015, son gouvernement a approuvé une réforme de la Constitution qui lui permet de briguer un quatrième puis un cinquième mandat. En 2024, il a été réélu avec 99,18 % des voix, faisant même mieux qu'en 2017 (98,79 %). Ce score a été obtenu dans des conditions critiquées, marquées par l'écrasement de toute opposition, en particulier de Victoire Ingabire, sa principale rivale. Cette dernière a fondé le parti Dafa Umurinzi en 2019 après avoir démissionné de la présidence des Forces démocratiques unifiées (FDU-Inkingi), dans l'espoir de faire reconnaître son nouveau parti par le gouvernement. Elle est incarcérée depuis juin 2025. Elle avait déjà été condamnée en 2010 pour « divisionnisme », puis graciée en 2018 et placée sous liberté conditionnelle. Elle est fréquemment accusée de minimiser ou de nier le génocide des Tutsis : elle réclame notamment la reconnaissance des Hutus tués durant les semaines d'avril 1994.



Parler du Rwanda exige de la prudence. Parfois du silence. John Williams Ntwali, journaliste et fondateur de la chaîne Pax TV-Ireme News sur YouTube, en a fait les frais. L'homme est décédé en janvier 2024 dans des circonstances troubles. Laure Broulard, aujourd'hui chercheuse en sciences de l'information et de la communication à l'Université libre de Bruxelles, l'avait interviewé en 2021 lorsqu'elle était correspondante pour RFI et *Le Monde* au Rwanda. Dans cette interview parue dans le quotidien

« C'est difficile pour les activistes et les journalistes rwandais quand tout le monde célèbre l'organisation de Kigali alors qu'ils voient leurs collègues emprisonnés, torturés ou harcelés pour le simple fait d'avoir critiqué le gouvernement. »

Clémentine de Montjoye, chercheuse pour Human Rights Watch



français, le journaliste décrivait l'évolution de la répression : « Au début des années 2000, quand on arrêtait un journaliste ou un dissident, les accusations correspondaient à ses écrits, à son dossier, et les charges étaient basées sur un crime commis ou soupçonné. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Les journalistes ou critiques du gouvernement peuvent être accusés de viol, d'idéologie du génocide, de négationnisme, de divisionnisme ou autre, dans des dossiers montés de toutes pièces. »

Juliette Montilly, correspondante permanente pour France 24 dans la région des Grands Lacs², est basée à Kigali depuis février 2025. Elle résume la difficulté principale qu'elle rencontre à exercer son métier au Rwanda : « Réussir à produire une information qui n'est pas de la communication pour le gouvernement. » Pour sa première expérience de correspondante à l'étranger, elle accuse un peu le coup. « Je mets parfois un mois pour faire un sujet télé de deux minutes, tellement c'est difficile de trouver des personnes qui acceptent de parler. »

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Reporters sans frontières classe le Rwanda au 146^e rang sur 180 pays dans son classement mondial de la liberté de la presse. La situation y est qualifiée de « très grave ». Les journalistes ne sont d'ailleurs pas les seuls à voir leur liberté entravée, des chercheurs de l'association Human Rights Watch ont également été empêchés à plusieurs reprises de se rendre dans le pays afin de documenter ce qu'il s'y passait.

Cette atmosphère de contrôle s'inscrit dans une stratégie plus large du pouvoir en place. « Le Front patriotique rwandais (FPR) a, depuis son arrivée au pouvoir en 1994, également répondu avec force et souvent de manière violente aux critiques, déployant une série de mesures pour lutter contre les opposants réels ou présumés, notamment des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, des actes de torture, des procès politiques et des détentions illégales, ainsi que des menaces et intimidations, du harcèlement et de la surveillance physique. Ces mesures ne visent pas uniquement les détracteurs et opposants vivant dans le pays.² »

Clémentine de Montjoye, chercheuse pour Human Rights Watch au sein de la division Afrique, analyse ce système : « Il y a un narratif qui s'est créé. Plus on réprime les voix dissidentes et les personnes qui pourraient proposer une version différente de cette success story, plus ce narratif peut se déployer de manière agressive. »



2 RDC, Rwanda, Ouganda et Burundi

3 « Rejoins-nous ou tu mourras. La répression extraterritoriale exercée par le Rwanda », Human Rights Watch, 10 octobre 2023.

Reportage rendu possible grâce au soutien du **Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles**.

En 2023, l'association de défense des droits humains a publié un rapport sur la répression extraterritoriale du Rwanda, mettant en lumière le système de surveillance et de contrôle exercé sur les Rwandais à travers le monde. Le rapport souligne que cette politique visait clairement à réduire au silence les voix critiques, de manière à ce que même ceux vivant dans la sécurité relative de l'exil ne puissent pas pleinement exercer leurs droits fondamentaux, et notamment la liberté d'expression, y compris dans des pays où ce droit est normalement protégé. Clémentine de Montjoye poursuit : « Effectivement, c'est difficile pour les activistes et les journalistes rwandais quand ce type d'événement se déroule et que tout le monde célèbre les exploits et l'organisation de Kigali alors qu'ils voient leurs collègues emprisonnés, torturés ou harcelés pour le simple fait d'avoir critiqué le gouvernement, et qui se sentent vraiment délaissés par la communauté internationale. »

Joseph Ndwanaye est un Rwandais installé en Belgique depuis plus de quarante ans. Il est infirmier, écrivain et chroniqueur dans *Le Vif*. Il a

récemment publié un livre, *Les mille collines à coup de pédale*, dans lequel il signe les textes qui accompagnent les peintures de l'artiste Paul De Gobert.

Appuyé par le financement du gouvernement, le livre est glissé dans les tote bags des trois premiers de chaque course. Il sourit quand on lui fait remarquer que Remco Evenepoel, gagnant du chrono et deuxième de la course en ligne, l'aura donc en deux exemplaires. Mais il se souvient surtout de la Canadienne Magdeleine Vallières, championne du monde surprise de la course en ligne élite qui est venue le saluer le lendemain de sa course.

Quand la conversation glisse vers le régime de Kagame, Joseph devient évasif. « Je sais que c'est difficile pour vous, les journalistes, de parler du Rwanda », reconnaît-il. Il ne dira rien de plus. Dans quelques années il sera pensionné et il est hors de question pour lui de passer l'hiver en Belgique. Les collines de son enfance l'attendent et pour les revoir, le mieux, c'est de garder le silence. À la volée, il lance malgré tout : « Vous savez, Paul Kagame n'est pas éternel. » 🐘